Les fondations pieuses de la noblesse auvergnate à la Renaissance. Entre exaltation du pouvoir seigneurial et charge financière pour les vivants

The Pious Foundations of the Auvergne Nobility in the Renaissance. Exaltation of Seigniorial Power or Financial Burden?

Anne-Valérie Solignat

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/4389>

DOI : 10.4000/histoiremesure.4389

ISBN : 0982-1783

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2012

Pagination : 133-160

ISBN : 978-2-7132-2346-4

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Anne-Valérie Solignat, « Les fondations pieuses de la noblesse auvergnate à la Renaissance. Entre exaltation du pouvoir seigneurial et charge financière pour les vivants », *Histoire & mesure* [En ligne], XXVII-1 | 2012, mis en ligne le 01 octobre 2012, consulté le 02 juin 2022. URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/4389> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.4389>

Anne-Valérie SOLIGNAT*

**Les fondations pieuses de la noblesse auvergnate
à la Renaissance.
Entre exaltation du pouvoir seigneurial
et charge financière pour les vivants**

Résumé. Loin de marquer une rupture, la mort contribuait à rapprocher les vivants et les morts comme le montrent les fondations pieuses. Quelques exemples au sein de la noblesse auvergnate permettent d'approcher la question des consommations funéraires et de leur transcription en termes de gains pour les parents vivants. Nécessaire à l'affirmation d'une identité nobiliaire forgée autour de la légitimation de la seigneurie, le coût des fondations pieuses affectait les revenus de ceux qui étaient tenus de les honorer. Peut-on alors parler d'un paradoxe des fondations pieuses ? Si elles jouaient à plein dans la constitution d'un héritage immatériel, en orchestrant une partie des manifestations cérémonielles du pouvoir seigneurial, elles pouvaient aussi être perçues comme l'une des causes de l'incapacité de certaines familles à maintenir matériellement leur rang.

Abstract. The Pious Foundations of the Auvergne Nobility in the Renaissance. Exaltation of Seigniorial Power or Financial Burden?

As the pious foundations show, rather than marking a separation, death helped bring the living and the dead closer together. In this paper, the question of funerary consumption is approached using examples from the Auvergne nobility. The pious foundations not only reflected a household's power over a territory, but also the relationship between its members. Burial, graves and pious foundations formed a trilogy which demonstrated membership in the nobility, and were necessary in asserting a nobiliary identity forged on the legitimation of the seigniorie. However, many noblemen complained that the pious foundations of their forebears impoverished them. Might we then talk of a pious foundation paradox? While their role in building an immaterial legacy through the ceremonial expression of seigniorial power is undeniable, they also rendered certain families financially incapable of maintaining their rank.

* Institut d'histoire moderne, Université de Strasbourg, palais universitaire, 9 place de l'université 67 000 – Strasbourg. E-Mail : anne-valerie-solignat@orange.fr

L'angoisse ultime de la noblesse était de disparaître. La mort de la parenté aristocratique pouvait être multiforme. À l'extinction biologique des différentes lignées pouvaient se substituer des morts plus déshonorantes car elles attentaient à la renommée même du lignage : une mort patrimoniale qui, en morcelant durablement les biens lignagers, sapait les fondements de sa puissance économique ; une mort politique, mettant fin au pouvoir local de la maison¹ jusqu'alors fondé sur la capacité de ses membres à maîtriser l'espace, et enfin, somme des précédentes, une mort sociale, se soldant par un retour sûrement honteux à la roture et par la disparition du souvenir de l'appartenance au second ordre. L'ensemble des mécanismes sociaux d'autorégulation du groupe nobiliaire et des politiques construites par la parenté visait à sa survie, même fictive, à tel point que la raison d'être de la maison noble reposait sur sa propre aptitude à mettre en place des stratégies de survie polymorphes, destinées à parer tous les possibles coups du sort. Cette opiniâtreté à vouloir se perpétuer à tout prix, en déjouant les risques de l'avenir et en se positionnant au-dessus des intérêts individuels, était au cœur de l'identité nobiliaire. La constitution de lignées cadettes masculines et féminines, qui pouvaient hériter en cas d'extinction de la lignée aînée, était un premier moyen d'éloigner un peu plus, à chaque génération, le risque de la disparition du sang familial. Les instruments de la pratique successorale – *fidéicommiss* et substitution du nom et des armes –, intervenaient également pour perpétuer, idéalement à l'infini, une domination terrestre.

Ce système de garantie assurait plus ou moins efficacement la transmission du patrimoine matériel de la maison noble en faveur des parents et des affins vivants, mais il ne formalisait en rien la solidarité entre vivants et morts, qui était pourtant nécessaire à la pérennisation de l'état nobiliaire grâce au savoir généalogique. Les fondations pieuses contribuaient à leur donner forme en instaurant des relations d'entraide et de fraternité entre les fondateurs et ceux qui étaient tenus de les honorer. L'individualisation des ancêtres, anciens ou immédiats, participait de la construction d'une identité lignagère et de son patrimoine immatériel². La revendication d'une filiation avec un ou plusieurs ancêtres servait aussi de preuve de noblesse à la lignée ininterrompue des donateurs, en démontrant concrètement l'ancienneté et la bonne réputation d'une famille. Elle entrait dans la constitution d'une altérité familiale qui, à travers le rappel des prédécesseurs feu de bonne mémoire, pouvait faire d'eux des *exempla*, aptes à fournir des modèles de vie pour leur descendance. Ainsi, les fondations pieuses ne participaient pas unique-

1. Sur l'organisation de la parenté aristocratique sous forme de maison, voir : HADDAD, E., 2009 ; HAMON, P., 1999, p. 53-86 ; LAMAISON, P., 1979, p. 721-743.

2. KLAPISCH-ZUBER, C., 2000 ; BUTAUD, G. & PIÉTRI, V., 2006.

ment à l'économie du salut, en fonctionnant comme une obole à Charon et un gage d'entrée de l'âme au paradis sans passer par le purgatoire. Elles faisaient aussi partie des stratégies sociales utilisées par les testateurs pour asseoir le pouvoir de leurs héritiers³. Elles étaient la meilleure garantie pour le salut du patrimoine immatériel de la maison noble car elles rendaient visibles et solidaires les attaches entre les fondateurs et leur postérité, laquelle était tenue de les honorer. Dans la reconduction de l'autorité aristocratique, la proximité du vécu entre parents contemporains prend souvent le pas face à l'éloignement généalogique avec une parenté verticale, celle des pères et des aïeux. L'analyse du poids des fondations pieuses dans la création d'une identité familiale, garante de sa légitimité à exercer une autorité, permet de rééquilibrer la participation des formes diverses de la parenté en donnant une place reconnue aux figures ancestrales. Le coût financier et les retombées patrimoniales du respect des fondations pieuses, qui se retranscrivaient dans la force du pouvoir local des siens, étaient compensés par les bénéfices que ces derniers en retiraient malgré des investissements matériels sans cesse réitérés.

La place des fondations testamentaires dans l'économie du salut et dans les mécanismes de crédit et d'endettement, qui se nouaient entre la communauté paroissiale et les communautés ecclésiastiques chargées du service des fondations pieuses, est désormais bien connue⁴. Cette étude cherche à appréhender la concordance entre le coût matériel des fondations, qui semble être pesant pour ceux qui devaient les honorer, et le bénéfice symbolique tiré des fondations pieuses. En replaçant le débirentier dans une solidarité ininterrompue d'ancêtres, elles l'inscrivaient dans une mémoire lignagère globale qui affirmait, tout aussi bien que la litanie des droits et des revenus seigneuriaux, le pouvoir d'un homme et des siens sur des terres et sur des hommes. Il s'agit de comprendre, à travers l'exemple du financement des fondations pieuses, la transformation de biens matériels dévolus à leur entretien – rentes, cens, dîmes – en d'autres formes de capital, de nature symbolique, qui infléchissent la création d'une mémoire familiale légitimante.

Le corpus ici convoqué pour saisir l'impact du coût des fondations pieuses est doublement restreint. Restreint tout d'abord par les limites spatiales et sociales de cette étude qui se fondent sur la noblesse seigneuriale

3. Sur ce point, voir les travaux sur les fondations pieuses des bourgeoisies urbaines allemandes et sur leur rôle dans la construction des identités urbaines. KUHN, C., 2010, p. 59-75. Voir aussi O. RICHARD, 2009, sur Ratisbonne.

4. Voir : BRUNET, S., 1998, p. 217-237 ; GOMIS, S., 2006, notamment le chapitre ; LEMAITRE, N., 1988, p. 284 et suiv.

d'Auvergne, et restreinte ensuite par ses bornes chronologiques⁵. Elles sont inscrites dans un long seizième siècle, avant que l'on ne puisse véritablement observer les effets de la réforme tridentine sur les demandes de messes, qui sont en nette inflation seulement à partir des années 1630⁶. Ce corpus de vingt testaments présente une grande homogénéité quant à la composition des fondations testamentaires qui ne variaient qu'en fonction des capacités financières du testateur. La rareté des livres de comptes⁷, des obituaires⁸ et des contrats de fondations, ne permet pas d'étudier l'ensemble des mécanismes de financement des fondations pieuses. Mais la cohérence des testaments rend possible de jauger ce que les nobles auvergnats souhaitaient individuellement pour leurs fondations. Placés en point de comparaison avec les aveux et dénombrements que les feudataires fournissaient au pouvoir royal dans le cadre de la convocation militaire du ban et de l'arrière-ban⁹, il permet de saisir, d'amont en aval, le discours que les gentilshommes tenaient sur les fondations pieuses des leurs. Plus qu'un chiffrage précis, il s'agit d'une appréciation de la rhétorique des testateurs sur les legs pieux, dont la charge était une source constante de plaintes, mais sans pour autant chercher à les restreindre. Si les fondations étaient nécessaires à l'affirmation d'une identité nobiliaire forgée autour de la seigneurie, leur coût, ou plutôt le coût du salut à l'heure de la mort, affectait en revanche les revenus de ceux qui étaient tenus de les honorer. Cette hypothèse a d'ailleurs été traditionnellement avancée par les historiens pour expliquer la crise de la noblesse à l'époque moderne¹⁰. Quel était le poids réel de ces services

5. La borne liminaire est le testament de Catherine Chaulet, dame de La Fayette et d'Aulteribe en 1486, (AD Puy-de-Dôme (AD 63), 2 E 0379 ^{37bis}) et le corpus s'achève en 1624 avec le testament de Peyronnelle de Blanzat, veuve d'Henri de Beaufort-Canillac daté du 8 mars 1624 (AD 63, 2 E 0353 ⁵²).

6. Si le phénomène est repérable partout dans le royaume de France, il existe cependant de nombreux ajustements provinciaux. Ainsi pour la Bretagne au début du XVIII^e siècle, Alain Croix a pu observer que les fondations pieuses y étaient de 20 % supérieures à celles des testateurs parisiens et de 10 % à celles des testateurs provençaux. Voir A. CROIX, 1995, p. 202-203 ; CHAUNU, P., 1978 ; VOVILLE, M., 1973.

7. Un seul document comptable a été retrouvé : il s'agit du livre des dépenses de la vicomté de Polignac, qui recense l'ensemble des frais engagés pour l'organisation de la cérémonie funèbre et du service pieux en l'honneur de François-Armand XVI, vicomte de Polignac, mort à la fin de l'année 1562. Voir A. JACOTIN, 1898-1906, vol. 3, n° 432, livre des dépenses de la vicomté de Polignac (1563-1568), extrait des comptes du 9 et du 11 janvier 1563.

8. Aucun obituaire n'a été conservé pour les paroisses et pour la période étudiée. Seul l'obituaire de l'église d'Orbeil, dans le Val d'Allier, composé à partir de 1496, est rapporté par P. CHARBONNIER, 1980, 2 vol., t. 2, p. 726.

9. La meilleure synthèse actuelle sur la question du ban et de l'arrière-ban à l'époque moderne est l'article de M. NASSIET, 1999, p. 86-117.

10. BOUTRUCHE, R., 1939, p. 161-177 et 257-273.

perpétuels qui étaient généralement financés par une rente assignée sur une dîme ou sur un péage seigneurial ?

1. Le coût des fondations, un endettement réel ou supposé ?

Loin de marquer une rupture, la mort contribuait à rapprocher les vivants et les morts comme le montrent les fondations pieuses. Celles-ci donnent à voir une image particulière des solidarités familiales qui transparaissent dans l'association de la parenté aux messes fondées par les testateurs et dans le recours à un clerc du lignage pour les desservir. Faites *pro remedia animae*, ces messes anniversaires, ces offices solennels ou ces chapellenies, revêtaient un caractère perpétuel. L'usage de legs pieux était en théorie obligatoire. Depuis le Concile de Narbonne en 1227, celui qui n'y avait pas recours était considéré comme mort intestat. Il était privé de sépulture tant que ses héritiers n'y avaient pas remédié. Les fondations pieuses venaient s'ajouter aux prières que la communauté paroissiale adressait tous les dimanches à ses morts. Elles complétaient donc, de manière individuelle et intentionnelle, ces demandes collectives d'intercession. À ce titre, elles nécessitaient un financement particulier pour la rémunération des clercs qui en étaient chargés. À chaque fondation correspondaient autant de revenus du patrimoine lignager qui étaient bloqués et que le gentilhomme ne pouvait utiliser. Quelques exemples de fondations pieuses au sein de la noblesse auvergnate permettent d'aborder la question des consommations funéraires mais aussi celle des gains symboliques que les parents vivants pouvaient en retirer. En effet, si l'on s'en tient à leur discours, les services pieux de leurs ancêtres grevaient durablement leurs revenus. Il s'agissait même d'un lieu commun invoqué comme cause de défaut possible au ban et à l'arrière-ban. Mais ce premier constat n'est guère satisfaisant car, malgré leurs vives critiques, les seigneurs continuaient de les financer et la barrière de l'inflation ne les empêchait pas de les augmenter¹¹.

11. En 1599, peu de temps avant sa mort, Jeanne de Fontanges, dame de Lavar, donna aux prêtres de l'église Notre-Dame du Port à Clermont, la somme de onze écus pour l'augmentation du service de son grand-père Rigaud de Fontanges. Par la même occasion, elle faisait établir une plaque commémorative située « derrière et alentour du cœur ». BnF, Mss Clairambault 15, fol. 215. Je n'ai pas trouvé trace de réductions de fondations pieuses qui semblent se développer en Auvergne seulement à partir de la seconde moitié du XVII^e siècle. Seul l'évêque du ressort était habilité à donner l'autorisation de réduction.

Servir le roi ou payer les fondations pieuses

Quelle rhétorique les gentilshommes utilisaient-ils pour qualifier les charges pieuses dont ils étaient les obligés ? Peu de documents livrent une appréciation spontanée face à cette forme de devoir filial et religieux. Cependant, les déclarations d'aveu et dénombrement que les feudataires sujets au ban du roi devaient fournir au bailli pour justifier de leur capacité à servir ou à défaillir, rendent compte de l'image qu'ils se faisaient de la pesée des charges reposant sur leurs épaules. Parmi celles-ci, le coût des fondations familiales tenait le haut du pavé, comme si son évocation systématique suffisait à qualifier socialement les gentilshommes et à les classer dans le groupe des seigneurs banaux. La pauvreté avouée par les feudataires appartenait à l'éventail des possibilités susceptibles de faire d'eux des défaillants, et les nobles n'étaient jamais avares de bonnes idées pour échapper au service militaire. Les seigneurs de Haute-Auvergne avancèrent massivement l'argument lors de la convocation du ban de Haute-Auvergne en 1503, pour expliquer qu'ils n'avaient plus les capacités financières de servir¹².

Sur deux cent quarante feudataires, cent onze affirmèrent ne plus être capables d'assurer le service militaire à cause de leur grande indigence. Ils affirmaient individuellement, mais d'une voix unanime, que les fondations pieuses de leurs ancêtres les avaient appauvris car, en y consacrant une partie significative de leurs faibles revenus, ils n'étaient plus en mesure de s'armer pour servir le roi. Entre la fidélité due aux ancêtres et la fidélité royale, le choix des priorités éliminait d'emblée la seconde. Le roi, bon père pour ses sujets, ne pouvait que reconnaître le bien-fondé du respect des fondations pieuses. Jean de La Vaissière, seigneur de Cantoinet, qui déclarait de faibles revenus de dix-huit livres (lt), estimait devoir en verser la moitié pour les fondations de ses ancêtres. Même une noblesse un peu plus prospère évoquait le phénomène : Catherine du Chassain, dame de Brousse et de La Voûte, avec soixante lt de revenu annuel, donnait tous les ans onze lt de legs pieux à l'église paroissiale de Chaliers ainsi que vingt sous aux moines de La Voûte. Les exemples d'incapacité à servir sous ce prétexte furent légion dans le registre de 1503. Ainsi, Antoine de La Vaissière, écuyer, seigneur de Thiézac, certifiait que « ses ancêtres servaient d'un brigandinier mais avaient pour lors cinquante lt de rente ». Avec huit lt et quatorze sous, dont vingt sous consacrés à la messe anniversaire fondée par son père, il était désormais trop pauvre pour assumer ce service. Certains écuyers, appartenant à la noblesse médiane de Haute-Auvergne, devaient visiblement faire face à un appauvrissement plus généralisé, consécutif à la crise de la rente foncière.

12. CHAMPEVAL, J.-B., 1911.

re qui frappa le royaume à partir des années 1470¹³. Louis de Pouzols, seigneur de Carbonnat, prétendait que les charges pieuses de ses prédécesseurs lui coûtaient tous les ans vingt lt et quinze sous. Âgé de soixante-huit ans, il exprimait sa crainte de ne pas pouvoir instituer pour lui-même un service pieux « digne de sa qualité et de son honneur », à l'heure où l'angoisse de la mort se faisait plus pressante pour lui. Le seigneur de Carbonnat jouait très certainement de mauvaise foi car l'année suivante, le receveur des tailles de Haute-Auvergne lui remboursa la somme de trois cent quatre vingt-dix écus qu'il avait avancée en 1498 pour la levée d'une compagnie de vingt hommes d'armes¹⁴. C'était pour lui un moyen comme un autre de signifier qu'il s'était déjà acquitté du service royal et qu'il attendait l'extinction de la dette à son égard pour se considérer à nouveau comme un soldat du roi. Mais arguer du coût des fondations ancestrales pour se dédouaner du devoir de service au monarque est intéressant. Il révèle la logique des fidélités à l'œuvre dans la construction de l'honneur aristocratique. Le respect des morts en général, et des siens en particulier, pouvait venir perturber la hiérarchie des allégeances, au sommet de laquelle se trouvait le roi. On atteint une situation extrême avec Nicolas de Beauclair, chevalier, seigneur de La Voute et de Marmaignac. Il disposait de revenus convenables de 180 lt. Mais il affirmait que ses terres et ses châteaux étaient hypothéqués pour des aumônes, des chapellenies et des fondations pieuses. L'année précédente, il réalisa un beau mariage avec Jeanne de Dienne¹⁵, ce qu'il n'aurait sans doute pu faire si l'ensemble de ses fiefs avaient été hypothéqués.

S'il ne faut pas prendre toutes les déclarations pour argent comptant, celles-ci rendaient cependant compte d'une échelle de valeur globalement valable. Le poids réel des fondations devait être plus proche de celui avancé par François de Scorailles. Venant d'hériter de son père, il affirmait tirer de ses terres une rente annuelle de 359 lt. Mais il devait verser à ses trois sœurs, qui attendaient de se marier, les 4 000 lt de dot promis à chacune d'elles par leur père¹⁶ et donner à son frère cadet la seigneurie de Roussilhe. En tant que chef de nom et d'armes de sa maison, il était redevable des fondations pieuses des siens, qui lui coûtaient vingt-six lt tous les ans. Il ne s'en

13. BOIS, G., 1976 ; CHARBONNIER, P., 1980.

14. AD 14, E 937, quittance du 5 mai 1504 en faveur de Louis de Pouzols, seigneur de Carbonnat.

15. RIBIER, L. DE, 1982, p.74, contrat de mariage de Nicolas de Beauclair avec Jeanne de Dienne, 7 avril 1502, fourni comme preuve de noblesse de Jean-Pons de Beauclair en 1666.

16. François de Scorailles n'a sans doute pas pu trouver les 12 000 lt nécessaires aux mariages de ses sœurs car seule l'aînée, Louise, fut mariée quelques années plus tard à Hugues de Laurie. Ses cadettes, Léone et Gabrielle, devinrent religieuses au monastère de Brazeac où elles se succédèrent à l'abbatiate.

plaignait pas, disant qu'il était de son devoir de les honorer, au même titre qu'il devait placer ses frères et sœurs. Elles matérialisaient ainsi sa position dominante au sein de sa parenté.

Entre respect des ancêtres et fidélité royale

Il faut donc relativiser les données sur le coût avancé des donations testamentaires et les replacer dans un contexte global de refus du service militaire royal, mais il est indéniable que les fondations pieuses coûtaient cher aux héritiers. Elles prenaient place dans une grammaire générale de l'appauvrissement de la noblesse qui marqua les décennies suivant la fin de la Guerre de Cent Ans. La pauvreté de la noblesse de la province, notamment celle de Haute-Auvergne, n'était pas un mythe mais il faut la relativiser dans la mesure où les rentes seigneuriales y étaient largement payées en nature pendant une large partie du XVI^e siècle, tout comme l'étaient souvent les fondations pieuses. Cette politique provoquait un manque de numéraire dans les finances nobles, elle avait l'avantage de permettre aux gentilshommes auvergnats de soustraire une bonne partie de leurs revenus à la dévaluation de la rente foncière dans la seconde moitié du XV^e siècle¹⁷, les intégrant dans un système économique peu monétarisé, refermé sur une aire locale de faible étendue, mais également moins soumis aux risques du marché.

Par ailleurs, les déclarations de revenus données dans le cadre du ban étaient systématiquement dévaluées par les seigneurs. Michel Nassiet a mesuré que le taux de fraude dépréciait les revenus déclarés de 20 % à 50 %, mais que les feudataires se conformaient à la pesée globale des rentes seigneuriales¹⁸. Il existait une marge de manœuvre frauduleuse tolérée par les agents locaux du pouvoir royal. Les nobles auvergnats, comme tous les autres feudataires du royaume, ne la franchissaient pas sous peine de lourdes sanctions, pouvant aller jusqu'à la confiscation des fiefs soumis à fausse déclaration. Si cette pauvreté était systématiquement accentuée dans les actes d'aveu, celle-ci reflétait bien un mouvement général de crise des revenus seigneuriaux. Mais les seigneurs détenaient des sources de rémunération diversifiées, qui ne sauraient être réduites à la seule rente seigneuriale. Sans vivre dans une opulence éclatante, les gentilshommes auvergnats n'étaient sans doute pas aussi miséreux qu'ils voulaient bien le dire. Les nobles les plus modestes n'avaient d'ailleurs aucun intérêt à paraître par trop miséreux. C'était en effet la question de leur survie au sein de la noblesse qui était posée : s'ils sous-évaluaient trop largement leurs revenus, l'auto-

17. BOIS, G., 1976 CHARBONNIER, P., 1980.

18. NASSIET, M., 1999.

rité royale pouvait les soupçonner de ne plus être capable de soutenir un train de vie noble, même minimum. Il y avait négociation perpétuelle entre les représentants du pouvoir royal et les feudataires quant à la définition de la nécessité : les seigneurs se disaient suffisamment nécessaires pour échapper au service militaire mais, parmi ces nécessités, le paiement des fondations pieuses leur permettait d'apparaître comme de bons chrétiens, respectueux de l'autorité des ancêtres.

L'argent des fondations pieuses n'était pas conçu comme un placement à perte car il formait une rente spirituelle, participant de l'économie du salut. Le ressentiment de modestes seigneurs, qui comptaient chaque denier pour survivre noblement tout en étant contraints de payer ces legs, était finalement injustifié car ces derniers constituaient l'une des dernières démonstrations de leur appartenance à la noblesse, non pas parce que les fondations étaient un privilège nobiliaire mais parce que, par leur pompe, elles montraient la distinction sociale des testateurs tout en manifestant leur rang dans la mort. Entre respecter les contrats passés par leurs prédécesseurs et assumer des charges lourdes, ou interrompre les prières et mettre fin à la commémoration familiale, le dilemme n'existait pas. Un noble de bonne mémoire préférerait prendre le risque mesuré de l'endettement plutôt que rompre la solidarité intergénérationnelle entre les membres de la parenté.

Le passage au protestantisme ne remettait pas forcément en cause le poids des fondations catholiques ancestrales et ne constituait pas un moyen de s'en dédouaner. Jean et Jacques de La Fin, neveux d'Antoinette de La Fin, dame de Saint-Didier, s'acquittèrent toujours avec sérieux des fondations de leur tante, en dépit de leur conversion au calvinisme vers 1560¹⁹.

2. La Renaissance, siècle d'or des fondations pieuses ?

Nature des fondations

Si l'on se penche sur l'organisation liturgique des fondations pieuses des testaments étudiés, on se rend compte que les Auvergnats faisaient des choix tout à fait comparables au reste de la noblesse française²⁰ et ils laissaient souvent à leurs héritiers le devoir de régler leurs legs pieux, comme

19. AD 63, 2 E 0359⁴¹, quittance d'augmentation du divin service pour feu dame Antoinette de La Fin (12 février 1581).

20. R. Boutruche considérait qu'un seigneur de moyenne noblesse fondait en général trois messes hebdomadaires, une ou deux chapellenies et quatre à huit anniversaires. Voir R. BOUTRUCHE, 1939, p.165.

si la question du financement intervenait de manière inopinée dans le devoir sacré du salut de l'âme. Antoinette de La Fin dédia une partie de ses bijoux, dont « sa chayne d'or pesant six vingt dix escus, revenant a la somme de trois cens livres », au paiement de ses fondations pieuses. Un seigneur aux revenus modestes, comme Jacques Rolland, préférait payer ses fondations en nature : le chapelain de Valon recevait deux setiers de blé, deux cartons de seigle et une vigne pour subvenir à ses besoins. François de Dienne demanda à son héritière, sa sœur Gabrielle, de donner cent écus d'or au soleil²¹ aux prêtres de l'église de Dienne et cent soixante-six écus pour chacune des églises²² tenues de dire des messes hautes quotidiennes avec un *libera me* sur son tombeau.

Comme l'a remarqué Stéphane Gomis pour le XVIII^e siècle, les fondations des testateurs auvergnats témoignent d'une croyance soutenue dans l'efficacité des messes, plus qu'ailleurs dans le royaume²³. Leur création, à usage privé, s'inscrivait aussi dans l'apparat de la pompe funèbre et elle participait de la manifestation du rang social du fondateur. En ce sens, le corpus documentaire confirme l'appartenance de ses auteurs à l'élite régionale, même si un certain nombre d'entre eux appartenaient à la petite noblesse des Montagnes d'Auvergne. La part des messes hautes l'emporte en effet largement dans les fondations, alors que pour les testateurs roturiers, les messes basses dominaient l'organisation de la piété. En préférant la fondation de messes hautes, au coût plus élevé que celui des messes basses, les testateurs signifiaient leur appartenance à l'aristocratie seigneuriale. Ils complétaient parfois le service des messes hautes par des messes basses, mais dans ce cas, ils veillaient à les démultiplier de telle sorte que la formidable rumeur qu'elles exaltaient puisse couvrir tout l'espace géographique de leur domination terrestre, en les faisant dire simultanément dans toutes les églises de leurs seigneuries. La quantité de messes venait témoigner de la munificence du défunt, rappelant les qualités propres à un gentilhomme. Lorsque Joachim de Chabannes, baron de Curton, demandait que, le lendemain de son enterrement, trois cents messes basses soient dites sur ses possessions, il voulait rendre plus efficace la messe des Morts qui devait être récitée sur son tombeau. L'élévation de son âme vers le ciel devait venir des quatre coins de ses terres. Et, quand il perpétuait ce service des trois cents messes basses annuelles, il cherchait aussi à parfaire la « haute messe des Trepassés a diacre et soubz diacre », qui serait perpétuellement célébrée

21. À cette époque, un écu valait trois lt.

22. Il s'agit de l'église du chapitre de Saint-Jal, de celle de Moissac dont la clef de voûte porte les armes des Diennes et de l'église Saint-Hyppolite de Bradières.

23. GOMIS, S., 2006.

chaque jour dans la chapelle Notre-Dame de Lorette du château de Madic. La quantité des messes basses était toujours un appoint à la qualité des messes hautes²⁴. Elles témoignaient d'une volonté de prier beaucoup et pour longtemps.

Ces messes de fondation, d'usage privé, faisaient l'objet de publicité dès lors qu'elles étaient dites publiquement et à haute voix dans un cadre conventuel ou paroissial. La hiérarchisation de la pyramide nobiliaire prenait forme dans la quantité des messes fondées, mais aussi dans leur nature. On mourait comme on avait vécu et l'on était célébré selon une hiérarchie connue de tous. La communauté était donc engagée dans cette évaluation de l'honneur et de l'estime lignagers. Elle était à même de juger de ces marques d'estime tarifées qui donnaient à voir la distribution sociale et le pouvoir d'un lignage sur terre. Ainsi, les deux plus puissantes maisons de la région, les Montboissier-Beaufort-Canillac et les Polignac, ajoutaient une trilogie supplémentaire à l'ensemble des messes fondées. Avoir le luxe de fonder une messe haute quotidienne ne leur suffisait pas pour exalter leur distinction : ils voulaient s'assurer de la parfaite intercession de la Trinité en fondant sur leur tombeau trois messes quotidiennes. À la classique messe des Morts, à diacre et sous-diacre, ils en adjoignaient deux autres, dédiées au Saint-Esprit et à la Vierge. Pour plus d'efficacité, celles-ci devaient être répétées sur le tombeau et être suivies par une absolution d'eau bénite sur le sépulcre et sur les litres funéraires adjacentes²⁵. Le financement à perpétuité de 1 100 messes hautes annuelles était dans ce cas précisément indiqué par le testateur.

Financer les fondations pieuses

En 1485, le baron de Montboissier versait quatre cents écus d'or chaque année aux moines du prieuré clunisien de Cunlhat²⁶, somme à laquelle il ajoutait 10 sous de rente pour chaque prêtre qui prierait pour lui. Ces fondations de messes multiples qui permettaient aux fondateurs de ne pas choisir entre le caractère perpétuel de la prière et leur égrenage régulier, n'étaient possibles que dans le cadre d'une noblesse titrée qui pouvait les payer, en étant assurée que leurs descendants continuaient de les honorer

24. AD 03, 22 J 238, fonds de Chabannes, testament de Joachim de Chabannes, baron de Curton (1553).

25. AD 63, 2 E 0355⁹³, testament de Jean de Montboissier, baron de Montboissier (1485) ; AD 63 2 E 0355⁸⁶, testament de Gilbert de Montboissier, archidiacre de Saint-Flour (1492) ; JACOTIN, A., 1898-1906, vol. 3, n° 395, testament d'Antoine de Chalencon-Polignac, seigneur de Rochebaron (1525).

26. Les Montboissier ne fondèrent pas de donations pieuses auprès de la communauté des prêtres filleuls de Cunlhat.

malgré l'accumulation des couches successives des fondations familiales. Les legs pieux du chef de nom et d'armes étaient toujours plus importants que ceux des autres membres de la maison car ils concentraient la sauvegarde et la bénédiction de la maison, garantie par le salut de son aîné. En effet, en mettant en scène « les signes de la parenté »²⁷, comme le nom et le blason, avec les signes matériels de la cérémonie proprement dite et les fondations pieuses, les funérailles formaient un discours cohérent, compris de tous à l'échelle locale. Ce langage répondait à l'impératif de légitimer la domination sur la terre et sur les hommes du défunt et de ses successeurs, tout en réaffirmant leur appartenance nécessaire à la noblesse.

Le cas de Jean de Chabannes-Curton s'inscrit paradoxalement dans la célébration de la *memoria* et dans la volonté de maintenir intacte la puissance locale de sa maison. Ayant violé une enfant n'ayant pas atteint l'âge nubile²⁸, il fit le choix d'une inhumation séparée et individuelle, comme s'il ne souhaitait pas souiller le sépulcre familial de son péché. En effet, même s'il avait tenté de réparer sa faute en faisant des legs importants à la victime et en la mariant à l'un de ses officiers seigneuriaux²⁹, Jean de Chabannes restait obsédé par la crainte du Jugement Dernier. Il mit en place un service pieux individuel pour le rachat de son âme, indépendant des autres fondations familiales, veillant ainsi à ne pas troubler, par le désordre provoqué par sa faute, la commémoration honorant les Chabannes. La *fama* de son lignage était préservée. Cette exclusion volontaire de la maison de ses ancêtres était perceptible dans l'élection de sa sépulture car il refusa d'être enterré sur ses terres et même en Auvergne, là où résidaient le renom et le pouvoir des siens. Son choix se porta alors sur Bordeaux, une ville où il n'avait aucune attache et sur des spécialistes de la prière, les Ermites de Saint-Augustin. Ce type d'inhumation, chez les Frères Mendiants, était censé rendre plus efficaces les prières destinées au salut, car en plaçant sa propre mort sous les auspices de la pauvreté volontaire, Curton s'élevait plus près de Dieu. Il paya cher l'espoir d'entrevoir le salut : 100 lt données aux Augustins de Bordeaux pour qu'ils acceptent d'accueillir sa dépouille

27. Cette expression est empruntée à M. NASSIET, 1991, p. 175-232.

28. « Item, par cydevans lontemps je ay mys en peché par force et violence pour la satisfaction de ma personne, Marguerite Dupuy, estant en l'eage de onze ou douze ans dont je en ay ma consiance chargé et crains en estre punye de Dieu si ne purge led. peché avec aulmosne et charité ». AD 03, 22 J 217, fonds de Chabannes, testament de Jean de Chabannes, baron de Curton (3 avril 1540).

29. Lors de son mariage avec Marchegay, le greffier de la baronnie de Curton, il lui avait constitué une dot de 500 lt. Dans son testament, il lui fit un autre legs de 500 lt. Il demanda à ses héritiers de la nourrir et de la loger au château de Madic, avec son mari et ses enfants, pendant une durée d'un an.

et 100 lt aux moines de Génissac pour qu'ils acceptent de prier pour lui. Il leur donnait 500 lt de rente annuelle, sur des biens accensés³⁰, pour assurer ces diverses fondations. Le coût des fondations du baron de Curton se chiffrait à 1 200 lt de rentes annuelles, alors même qu'il allouait un douaire de 500 lt de rente à sa veuve qui pourtant était une fille unique héritière³¹. Le coût des fondations outrepassait celui des stratégies de préservation du patrimoine de la maison noble mais la fin justifiait les moyens. Jean de Chabannes était conscient qu'il fallait mettre le prix car « il fault doncques que je purge mais pechés avecques aulmosne et charité ». Cet acte isolé n'était pas seulement une action individuelle car, en s'écartant du spectacle des funérailles seigneuriales, de la légitimation *post mortem* apportée par l'ensevelissement dans le tombeau familial et par la solidarité lignagère créée par le culte des morts, le baron concourait au maintien du pouvoir local des Chabannes, en évitant que son délit entache leur renom.

Au xvi^e siècle, le coût des fondations pieuses des nobles titrés d'Auvergne se situait ainsi à un niveau assez élevé, autour de 400 à 500 lt et pouvait parfois atteindre des seuils observés dans l'aristocratie princière, autour de 1 000 lt. L'aristocratie provinciale se laissa peu séduire par des fondations pieuses spectaculaires³², – collégiales, monastères, prieurés –, mais cette échelle de valeur les insère dans le même niveau de dépenses funèbres que celles de la noblesse curiale³³ et des princes de la maison de Bourbon. Lorsqu'en 1475, Louis I^{er} de Bourbon, comte de Montpensier, fonda une sainte-chapelle à Aigueperse, il la dota d'un revenu annuel de 380 lt. Ainsi, la rareté des fondations d'églises ou de couvents destinées à accueillir la dévotion funéraire familiale ne se traduisit pas par une économie du coût

30. La rente de 500 lt devait être prise sur plusieurs fiefs fidéicommissaires de la maison de Chabannes : les seigneuries de Nebouzat, Chaumont, La Gane et Tinière. AD 03, 22 J 217, fonds de Chabannes.

31. AD 03, 22 J 215, fonds de Chabannes, contrat de mariage de Jean de Chabannes-Curton avec Françoise de Blanchefort, dame de Boislamy (1497). Le montant du douaire est confirmé dans le testament de 1540. Le douaire de Françoise de Blanchefort est assis sur les mêmes fiefs acensés pour les fondations pieuses.

32. Les rares collégiales fondées à ce moment sont des collégiales castrales comme celle érigée dans une aile du château de Pont-du-Château en 1524 par Jacques de Montboissier-Beaufort-Canillac. Dédicée à la Vierge avec un chapitre de six prêtres, elle devint chapitre collégial par bulle pontificale, sous le titre de « chapelle de Notre-Dame de Pont-du-Château ». AD 63, I G 1009 et 1075, chapitre de Pont-du-Château.

33. Ainsi, en 1517, Louis de La Trémoille assigna à la collégiale castrale qu'il venait de fonder, 400 lt de revenus annuels. La constitution de collégiales castrales à vocation funéraire a fait l'objet d'une mise au point récente. Alternatives aux lieux d'inhumation traditionnels, elles permirent à une noblesse essentiellement curiale – les Gouffier ou les Batarnay – de faire des sépultures familiales de véritables sanctuaires dynastiques, voués à la célébration du nom et à la renommée lignagère. Voir J. NOBLET, 2009.

des fondations. Au contraire, elle fut compensée par la fondation d'un grand nombre de messes. L'église paroissiale restait le cadre habituel de la commémoration des morts de la noblesse auvergnate qui devait se dérouler dans une proximité spatiale immédiate avec les lieux de vie du défunt. En ce sens, les fondations pieuses de la noblesse d'Auvergne à la Renaissance ne connurent pas d'évolution sensible par rapport à ce qu'elles furent à la fin du Moyen Âge³⁴. En revanche, la conformation aux coutumes funéraires familiales fut une règle générale particulièrement bien respectée au sein de la noblesse provinciale³⁵.

Les autres gentilshommes, plus démunis, devaient faire un choix entre la quantité des prières et leur qualité. La plupart d'entre eux optèrent pour la seconde solution, sans doute aussi parce que l'appartenance au second ordre allait de pair avec le prestige inhérent à la célébration de messes hautes. La pompe et la publicité qui en découlaient étaient d'autant plus nécessaires que la liturgie prenait essentiellement forme dans le cadre de l'église paroissiale du principal, voire du seul fief lignager. Elle contribuait ainsi à légitimer l'autorité seigneuriale du testateur. En 1585, Robert de Saint-Géry, seigneur de Salvagnac, demandait à être enterré dans le tombeau de ses pères au pied du maître-autel de l'église de Salvagnac. Ne pouvant fonder des messes quotidiennes, ni même hebdomadaires, il préféra concentrer la prière au moment de sa mort et lors des dates anniversaires de quarantaine et de bout de l'an. Il apportait un soin particulier à la mise en scène des quelques rares messes hautes qu'il fondait, comme s'il cherchait à masquer leur discontinuité par leur magnificence. Saint-Géry voulait que quarante prêtres soient présents et que chacun d'eux tienne une torche frappée de ses armes. La valorisation de la présence cléricale servait aussi à faire de ces messes anniversaires un événement local à l'échelle de l'aire de rayonnement de la seigneurie, tout comme le soutien apporté par l'assistance des prêtres devait rendre aussi infaillible l'obtention du salut que la célébration plus régulière des messes. Si Robert de Saint-Géry ne disait rien sur les modes de financement de sa *memoria*³⁶, on apprend dans son testament qu'il léguait quarante lt au curé de Salvagnac pour réparer l'église qui avait été ruinée par les protestants³⁷. La réparation du bâtiment incombait au patron et elle

34. Voir GAUDE-FERRAGU, M., 2005.

35. Lorsqu'il testa le 4 avril 1576, Marc de Montboissier-Beaufort-Canillac demanda que le service pieux qu'il fondait à la cathédrale Notre-Dame-des-Dons à Avignon fût semblable à celui fondé dans ce même lieu par son ancêtre le pape Grégoire XI. AD 63, 2 E 0353³⁶.

36. L'absence d'obituaires pour la région n'a pas permis de comprendre le financement des fondations du seigneur de Salvagnac. Je remercie Jean-Loup Lemaître pour son aide.

37. AD 15 E 848, testament de Robert de Saint-Géry, coseigneur de Salvanhac (1585).

participait de la matérialisation de son statut social, à travers des droits honorifiques de patronage et de prééminences nobiliaires diverses, comme les droits de banc, d'enfeu, de chapelles privées, de vitraux armoriés ou bien encore de préséance à l'encens ou à la sortie et à l'entrée des cortèges.

Un siècle plus tôt, Catherine Chaulet, dame de La Fayette, avait recours au même type d'agencement pour son salut. Elle fondait dans la chapelle de sa patronne Sainte-Catherine, dans l'église de La Fayette, trois messes hautes à la date anniversaire de sa mort. Elle voulait que la liturgie reprenne exactement celle de sa messe d'enterrement. Chacun des douze prêtres devaient recevoir dix lt pour le service³⁸.

Au service des messes particulières, la plupart des seigneurs ajoutaient la récitation de prières supplémentaires, généralement tirées de l'office des défunts, qui étaient prononcées à des endroits particuliers précisés par le testateur. Elles servaient à renforcer la puissance d'évocation de la messe pour un coût plus modique³⁹. En cela, les gentilshommes auvergnats semblent avoir été sensibles aux *Ars moriendi* tels qu'ils se développent à la Renaissance. En effet, la vision de la mort et du Jugement Dernier, présentée dans les livrets du « Bel mourir », souligne qu'une première forme de jugement intervient au moment de la mort⁴⁰. Ainsi, aux fondations perpétuelles, les fondateurs devaient ajouter une concentration de la prière dans les jours qui suivent la mort. La prière immédiate était accompagnée de gestes particuliers : comme la bénédiction du tombeau. La prière du *Libera me*, dite sur le tombeau et accompagnée du geste de l'absolution d'eau bénite, ainsi que celles du *De Profundis* et du *Save Regina*, avaient, sans trop d'originalité, les faveurs des seigneurs auvergnats.

Parents desservants et réinvestissement du financement des fondations

Beaucoup demandaient avec attention que, dans la mesure du possible, ces prières pussent être dites par des parents, plus que par tout autre ecclésiastique, car ils étaient les plus à même de bien commémorer les morts et les vivants de leur sang. Jean de Montboissier souhaitait que son frère Gilbert, prieur de Cunlhat et archidiacre de Saint-Flour, dirige les prières et les messes « affin que moy et mes predecesseurs et futurs successeurs soyons

38. AD 63, 2 E 0379 ^{37 bis}, testament de Catherine Chaulet, dame de La Fayette et d'Aute-ribe (1486).

39. Le coût d'une prière à haute voix était de trois ou quatre sous.

40. Sur l'évolution des sentiments face à la mort de la noblesse française à la Renaissance, voir H. GERMA-ROMANN, 2001.

participans es messes et oraisons que se feront et cellebreront a tousjours ». Gilbert de Montboissier recevait pour cela une partie de la rente que son aîné avait constituée en faveur des moines de Cunlhat. En 1559, Antoinette de La Fin, dame de Saint-Didier, demandait pareillement que son beau-frère Jacques de La Magdelaine, abbé de Saint-Monge, soit chargé de la bonne marche et du respect de ses fondations pieuses⁴¹.

Il était courant de recruter les desservants au sein d'une parenté plus ou moins élargie qui pouvait s'étendre aux cercles du voisinage. C'était aussi un moyen de placer des cadets ou des bâtards à moindre frais, car l'argent investi dans les fondations familiales leur servait de rente indirecte ou de gain de survie. D'un point de vue gestionnaire et comptable, celles-ci n'étaient donc pas un investissement à perte mais bien un moyen de paiement de certaines formes de l'héritage⁴², sous l'usage d'un réinvestissement salarial du service pieux. Lorsqu'en 1586, François de Dienne désignait Jean de Dienne, son frère bâtard, curé de Saint-Hypolyte de Braguières⁴³, pour célébrer et pour veiller au bon déroulement des offices divins fondés par leurs ancêtres, il lui octroyait une bonne partie des revenus qu'il venait de bloquer pour le financement de ses fondations. Il donnait 166 écus aux curés de Moissac, de Saint-Jal et de Saint-Hypolyte, dédommageant ainsi son frère illégitime de l'exacte part d'héritage paternel⁴⁴. Son frère, le baron François, ne manquait pas de rappeler que ce versement servait au paiement de la somme de « huitz vingtz six escus » dont leur père avait fait donation à son fils illégitime dans son testament. Le curé de Saint-Hypolyte devait également s'occuper de la convocation de toute la parenté aux messes anni-

41. AD 63, 2 E 0 377¹⁰⁹, testament d'Antoinette de La Fin, dame de Saint-Didier (1559).

42. Georges Augustins distingue l'héritage qui, pour lui, désigne la dévolution des biens, de la succession, qui dénote la transmission des rôles et des fonctions nécessaires pour que se perpétuent les entités sociales. AUGUSTINS, G., 1989, surtout le chapitre II « Succession et héritage ».

43. Ainsi, François de Dienne demande que son frère bâtard, Jean de Dienne, devienne prieur du prieuré qu'il a fondé à Saint-Hypolyte de Bradières pour le salut de son âme et pour la commémoration de la mémoire de ses ancêtres : « A vullu et ordonne led. testateur que le prieuré de Saint Yppoly de Bradiere soit baillé a Jen de Dienne, bastard. ». AD 63, 2 E 0353 (3), testament de François de Dienne (30 mars 1586).

44. Jean de Dienne, époux d'Anne de Roffignac, eut plusieurs enfants illégitimes auxquels il fit des donations dans son testament en 1579. Il donnait à « Louis, Jehan, et Jehanne de Dienne, ses enfans bastards, a chacun d'eulx la somme de huitz vingtz six escus deux tiers, paiables a chacun d'eulx quand ils auront l'eage de vingt quatre anse ». Il demandait à son fils aîné et héritier universel, François, d'envoyer Jean étudier la théologie à Toulouse. AD 63, 2 E 0353 ¹⁰, testament de Jean de Dienne (17 mars 1579).

versaires fondées par François du fait que lui seul connaissait son étendue et sa complexité.

Entre l'impératif de préservation de la mémoire lignagère et celui de trouver une destinée aux cadets et aux parents aux marges de la parenté, l'association au fonctionnement des fondations pieuses était un bon moyen de les insérer activement dans l'entité de la maison noble. Cette politique prenait place dans une tradition ancienne de gestion de la mémoire familiale par des parents placés dans des établissements clunisiens. Depuis la fondation du prieuré bénédictin de Cunlhat en 966 par l'ancêtre Hugues le Décousu, seigneur de Montboissier, la maison de Montboissier-Beaufort-Canillac destinait, à chaque génération, l'un de ses fils à devenir prieur de Cunlhat afin d'assurer l'ensemble des fondations pieuses que les membres de la maison avaient fondées depuis la fin du x^e siècle. Des ancêtres prestigieux, comme Pierre le Vénérable, demeuraient un modèle du parfait fonctionnement de la *pietas* et de la *memoria* chez les barons de Montboissier et chez les marquis de Canillac. S'il n'y avait pas de garçon disponible, les aléas de la démographie étaient contournés et la charge des âmes de la maison revenait à une fille cadette qui recevait le bénéfice du prieuré de Courpière. De 1524 à 1614, trois filles, toujours cadettes du chef de nom et d'armes, assumèrent ce devoir en se succédant à la tête du prieuré de Courpière⁴⁵. C'est à elles que revenait la jouissance des revenus des fondations pieuses que les leurs avaient fondées en Auvergne. Les prieurés de Cunlhat et de Courpière servaient tout à la fois de cadre à la commémoration de la mémoire lignagère et de solution pour placer honorablement certains cadets de la maison⁴⁶. La dévolution de la gestion des fondations pieuses établissait clairement une hiérarchie au sein de la parenté en rappelant qui détenait l'autorité. Lorsqu'en 1535, Jacques de Montboissier-Beaufort-Canillac, baron de Montboissier, comte d'Alais et marquis de Canillac, profita de la rédaction du mariage de son fils aîné, Marc, pour organiser le partage de ses biens entre ses trois fils, il avantagea largement le jeune marié. Ce dernier recevait la plus grande part de l'assise foncière des Beaufort-Canillac, avec leurs fiefs de dignité – les comtés d'Alais et d'Anduze, le marquisat de Ca-

45. Il s'agit de Françoise de Montboissier, prieure de Courpière en 1524, dernière fille de Jean IV, baron de Montboissier et d'Anne de Vienne. Sa nièce et filleule Françoise prit sa succession en 1545. Sa sœur cadette Marguerite, née du second mariage de Jacques de Montboissier-Beaufort-Canillac avec Charlotte de Vienne, récupéra la charge jusqu'à sa mort en 1614.

46. Il s'agit d'un phénomène classique et généralisé au sein de la noblesse et de la notabilité. Cf. B. DOMPNIER, 1997.

nillac⁴⁷ – tout en devenant le chef de nom et d'armes des Beaufort-Canillac. Mais il était surtout reconnu comme le chef incontestable de son clan car il était chargé d'animer la *pietas* familiale grâce aux fondations pieuses ancestrales. Il devait veiller aux enterrements des siens ainsi qu'à la gestion de toutes les chapellenies familiales.

Cette responsabilité mémorielle permettait d'isoler un chef de maison par rapport aux cadets. En sus des chapellenies qui faisaient de lui le défenseur de la mémoire lignagère, Marc recevait de son père tous ses « droicts de patronnage, prezantation et autres tant en l'esglise de Nostre Dame de Donp en Avignon, Maguelonne et en l'abbaye d'Aniane, de Cunlhat et de La Cluse et autres droictz de patronnage despendans d'iceux »⁴⁸ : c'est à lui qu'incombait le souci de la mémoire des papes familiaux, Clément VI et Grégoire XI. Leur évocation servait surtout à conforter le pouvoir seigneurial de la maison de Montboissier-Beaufort-Canillac. Cette revendication mémorielle permettait, au marquis de Canillac, dont l'horizon se trouvait désormais confiné à la Basse-Auvergne, de franchir les barrières symboliques de la ruine sociale en se rattachant à « la noblesse noire », cette élite aristocratique européenne, mais essentiellement romaine, qui forgeait son identité commune dans sa capacité à fournir des princes de l'Église et des papes. Elle servait aussi à conforter des privilèges économiques acquis du temps de l'apogée du lignage au xiv^e siècle : en 1638, Jacques-Timoléon, marquis de Canillac, obtenait la reconduction de l'exemption de toute espèce d'impôts et de tailles royales sur tous les biens de la maison Roger de Beaufort, privilèges qui avaient été acquis par Grégoire XI⁴⁹. Comme l'essentiel des possessions du marquis de Canillac se situaient en pays de taille réelle, en Auvergne et en Languedoc, ce dispositif permettait au marquis de faire l'économie de 4 650 lt d'impôt⁵⁰.

47. Marc devenait marquis de Canillac, comte d'Alais, vicomte de Valernes et baron de Banyols, Châteauneuf et d'Anduze. En tant que comte d'Alais, il occupait le rang de premier baron né des États du Languedoc.

48. Alors qu'il héritait du patrimoine Beaufort-Canillac, Marc était chargé des fondations pieuses de la maison de Montboissier. AD 63, 2 E 0357 (48).

49. AD 63, 2 E 0354 (23), lettres royales en faveur de Jacques-Timoléon, marquis de Canillac, comte d'Alais, comte de Saint-Cirgues et vicomte de Valerne, portant exemption d'impôts royaux sur les biens de la maison de Beaufort (23 mars 1638).

50. C'est la somme qu'affirmait devoir payer, en 1612, Jacques-Timoléon de Montboissier-Beaufort-Canillac pour ces biens roturiers en Languedoc. Dans le même document, il rapportait que le comté d'Alais et le marquisat de Canillac rapportaient plus de 100 000 lt de revenus annuels, ce qui n'est pas vérifiable en l'absence de documents comptables et qui est sujet à caution car cette estimation intervenait dans le cadre d'une procédure qui opposait le marquis à ses cousins des branches cadettes qui réclamaient la nue-propriété du marquisat et du comté. AD 63, 2 E 0370 (176), « inventaire de production nouvelle que met et baille par-

3. Coût des fondations et préservation de la maison

La mémoire aristocratique n'a pas de prix

La balance entre le coût des fondations pieuses et le bénéfice que les familles pouvaient en retirer se traduisait par une forme de compensation symbolique. Elle assurait la perpétuation de l'identité de la maison noble en inscrivant sa suprématie au registre de l'atemporalité.

Les legs pieux n'avaient pas de prix car ils étaient l'instrument privilégié de la constitution d'une mémoire familiale, dans laquelle chaque ancêtre était individualisé. Elle visait, par l'illustration des figures ancestrales, à légitimer la domination seigneuriale. Les ancêtres lointains, parfois mythiques, venaient ainsi s'allier aux « aïeux prédécesseurs » immédiats, enterrés dans le tombeau familial, pour former la *memoria* du lignage et justifier sa domination terrestre. Ils reflétaient la puissance ainsi que les attaches territoriales d'une famille et montraient comment les solidarités persistaient au-delà des générations. Les fondations pieuses se concrétisaient dans des événements répétés, permettant ainsi la mémorisation des différentes générations qui s'étaient succédées à la tête des fiefs lignagers. C'est à ce titre qu'elles appartenaient, au même titre que les substitutions fidéicommissaires et les relèvements de nom et d'armes, à la gamme des instruments utilisés pour la survie de la maison noble. Le sort des fondations pieuses était d'autant plus lié directement à celui du patrimoine de la maison que la pratique d'assigner les rentes destinées aux fondations sur des biens fidéicommissaires, sans être généralisée, fut assez courante. De la sorte, le financement des legs pieux devenait garanti et inaliénable, tout comme l'étaient les fiefs frappés par ces pactes de famille. Les membres du clergé, chargés de la *memoria* et de la *pietas*, étaient ainsi assurés de la viabilité des revenus qu'ils tiraient de la prière attendu que le débirentier ne pouvait aliéner ce capital foncier. Moyen de gager à perpétuité le financement des fondations pieuses, le fidéicommiss soulevait le lien naturel qui rendait solidaire tous les éléments constitutifs du pouvoir de la maison noble. Le patrimoine matériel, essentiellement composé du patrimoine foncier, servait de socle au patrimoine identitaire des parents et des alliés. Par la même occasion, il faisait des fondations pieuses un élément central du patrimoine immatériel et culturel de la maison, qui était tout aussi inaccessible que les fondements patrimoniaux du patrimoine foncier. Mais tout

devant tous nos seigneurs de Parlement Alexandre de La fin de Montboissier, baron de Montboissier, défendeur, contre Jacques-Thimoléon de Beaufort, marquis de Canillac, demandeur, aux fins d'une commission du dernier jour d'aouts mil six cens douze ».

l'argent destiné au financement des fondations pieuses ne reposait pas sur des biens fidéicommissaires. Seuls étaient concernés les legs les plus importants, comme les messes hautes et les messes anniversaires qui, dès lors qu'elles étaient prononcées sur le sépulcre, concentraient la publicité de la mémoire familiale. En somme, l'acceptation du coût économique des fondations pieuses s'articule à l'importance symbolique qu'elles occupaient dans le renforcement du pouvoir local d'une maison.

C'est en ce sens qu'une partie du financement des legs pieux, qui personnifiaient la politique lignagère de transmission du sang, du patrimoine et de l'identité, furent assignés sur des biens fidéicommissaires. Parfois complétées par des donations entre vifs, les substitutions fidéicommissaires mettaient efficacement le noyau dur du patrimoine lignager à l'abri des créanciers en le rendant indisponible. Soustrayant l'assise foncière et économique de la maison noble aux aléas du temps, elles fournirent à la noblesse provinciale les moyens de se représenter dans une perpétuation à l'infini, assurant ainsi leur survie sociale et leur domination politique à l'échelle locale. La dévolution fonctionnait selon une adaptation des instruments de la transmission qui était fonction de la valeur octroyée à chaque portion du capital commun. La ligne de partage ne s'alignait pas forcément sur une démarcation entre biens matériels et biens immatériels. Tout l'enjeu était de préserver au mieux l'histoire lignagère à laquelle était accordé autant de valeur, si ce n'est plus, qu'au patrimoine foncier. L'identité familiale se façonnait à partir de la domination seigneuriale, tout comme la puissance légitimatrice de la propriété seigneuriale se nourrissait de celle de l'identité lignagère. Ancêtres, hauts-faits, fondations pieuses, reliques appartenaient, au même titre que les biens fonciers, aux principes fondateurs de la prépondérance familiale. La transmission de ce système identitaire exigeait également le maintien complet de ses signes d'identification, – noms, armes et châteaux –, même en cas d'extinction biologique de la maison, pour prolonger la domination du groupe familial. Les seigneuries qui abritaient des tombeaux familiaux étaient toujours concernées par un pacte successoral.

Fidéicommiss et fondations pieuses

Le fidéicommiss était en principe perpétuel⁵¹, tout comme l'étaient les fondations pieuses. Ce trait commun rendait aisé le financement de ces dernières par des revenus assis sur des terres fidéicommissaires. Il empêchait les héritiers de disposer librement de leurs biens puisque le grevé devait les conserver sa vie durant et les faire parvenir à sa mort au substitué, préci-

51. Sur les fidéicommiss, voir A. BELLAVITIS, A. & J.-F. CHAUVARD, à paraître.

sément à la manière dont il devait respecter les legs pieux des siens. De la sorte, fidéicommiss et fondations pieuses contribuaient à inscrire la noblesse dans une domination du temps, participant ainsi de leur distinction sociale. Toutes deux se jouaient de la frontière de la mort qu'elles proposaient de transcender. Ainsi, même si, en théorie, les Auvergnats n'avaient pas le droit de réaliser une substitution fidéicommissaire dans un testament⁵², ils contournèrent constamment cette prohibition au nom du bien et de l'intérêt suprême de la maison⁵³. Le légataire réglait la dévolution de ses biens sans limite temporelle de degrés générationnels ou plutôt jusqu'à ce que les grevés prévus par lui disparaissent sans aucune descendance masculine et féminine. La dévotion des biens créait un *ordo successivus* et leur destinée était fixée pour toute la série des successions à venir. Celui qui était désigné pour la propriété des biens était aussi celui qui recevait la gestion de la mémoire des ancêtres et celle des fondations pieuses.

De manière générale, les fiefs qui étaient amenés à devenir fidéicommissaires concentraient tout à la fois les fondations pieuses lignagères et les marques d'un lien direct avec des ancêtres prestigieux. Il importait de payer coûte que coûte les legs pieux car ils rappelaient au mieux la légitimité par essence d'une maison à exercer un *dominium* sur un espace. Les Montboissier-Beaufort-Canillac conservèrent ainsi les terres acquises du temps des papes avignonnais et de Pierre Le Vénérable. La baronnie de Montboissier, qui abritait le monastère de Cunlhat, lieu de mémoire familial, ainsi que les comtés d'Alais et d'Anduze, achetés à la fin du ^{xiv}^e siècle par Guillaume II Roger de Beaufort, frère du pape Clément VI, furent systématiquement touchés par les fidéicommiss familiaux. Fiefs de dignité, témoignages concordants de l'ancestralité de la maison et de son antique implantation locale, ces terres centralisaient les fondations pieuses les plus prestigieuses. Si le

52. La Coutume d'Auvergne et la Nouvelle Coutume du Bourbonnais exprimaient cette prohibition dans des termes exactement similaires : « Substitution d'heritier faite en testament ou autres dispositions de dernière volonté n'a lieu et ne vaut aucunement audit pais par legat ne autrement, en quelques maniere que ce soit ». AUROUX DES POMMIERS, M., 1732, article 324 ; CHABROL, G-M., 1784, chapitre XII, article 53.

53. Les Auvergnats fondèrent souvent des substitutions fidéicommissaires dans des actes de dernière volonté. Cette pratique venait chapeauter un ensemble de dispositions antérieures. La transmission successorale n'était ni monolithique ni uniforme : elle résultait d'une politique progressive adaptée aux évolutions biologiques et économiques du lignage. Joachim de Chabannes, baron de Curton, créa une substitution fidéicommissaire dans son testament afin de transmettre un patrimoine aux fils de son second lit. Cette pratique répondait également au caractère imprévisible de la destinée humaine : François de Dienne, dernier de sa maison, fut mortellement blessé au siège de Mur-de-Barrez. Sa jeunesse ne laissait pas présager la fin de son lignage. La rédaction de son testament, pendant son agonie, fut l'ultime occasion d'organiser la survie fictive de la maison de Dienne. AD 03, 22 J 238, testament de Joachim de Chabannes-Curton (1553) et AD 63, 2 E 0 353³, testament de François de Dienne.

modèle fidéicommissaire comportait le risque de figer un patrimoine foncier à une date précise du passé et à l'engluer dans le poids des héritages, il convenait parfaitement à la fixation du coût des fondations pieuses. La personnalisation des usages des seigneuries familiales et de leur mode de transmission, autorisait le caractère perpétuel des messes de fondation en rendant inamovible le socle des cens et des rentes sur lequel elles étaient assignées.

Géographie des fondations pieuses et bénéfice symbolique

Les fondations pieuses concernaient les biens patrimoniaux, constitutifs de la topolignée et de l'histoire de la maison noble, marqués par une forte puissance évocatrice tant symbolique que matérielle. Au sein de ce groupe, les seigneuries éponymes du nom du lignage étaient en premier lieu protégées par des fidéicommissaires à l'infini. C'était sur elles qu'étaient assignés les revenus destinés à financer les fondations pieuses.

Les testateurs composaient leurs fondations pieuses selon une logique géographique construite. Elles se hiérarchisaient selon la place relative de la terre dans leur patrimoine. Lorsque le seigneur ne possédait qu'une seule seigneurie, l'église paroissiale de cette dernière concentrait à elle seule le tombeau et la dévotion familiale. Jacques Rolland fonda ainsi une chapellenie, placée sous la protection de la Vierge, dans l'église de Valon. Le chapelain était tenu de dire une messe tous les samedis en l'honneur de la Vierge, avec commémoration de l'âme du défunt et de celle de ses ancêtres⁵⁴. Il y avait alors adéquation et identification parfaite entre la famille seigneuriale et la seigneurie possédée.

La situation se compliquait lorsque le disparu était à la tête d'un patrimoine foncier multipolaire car aucun espace ne devait alors être oublié de la commémoration familiale, soumise à la place particulière qu'occupait chaque terre dans l'histoire lignagère. En fonction de cette place, et du lien plus ou moins fort qui attachait un seigneur à un fief, les testateurs se livraient alors à des adaptations qui se transcrivaient en une gradation progressive du service pieux. Celui-ci s'organisait autour d'un lieu central, où se trouvait le tombeau familial, sur lequel se concentrait l'investissement symbolique et financier de la politique lignagère. Marc de Beaufort-Canillac demanda ainsi la fondation de cent messes annuelles en l'église de Laqueuille, là où il était enterré, tandis que Joachim de Chabannes-Curton fonda, à perpétuité, une messe haute quotidienne dans la chapelle Notre-

54. AD 15, 800, testament de Jacques Rolland, seigneur de Valon (1523).

Dame de Lorette dans le château de Madic et un même service dans la chapelle castrale de Saignes. Cette politique d'élection sépulcrale offrait un cadre permanent à la célébration de la *memoria* du mort et de celle de ses parents. Elle perpétuait le statut d'exception de la noblesse : en se faisant inhumer dans le tombeau familial et en faisant entretenir la mémoire de ceux qui y sont enterrés, les seigneurs rappelaient qui leur avaient légué leur autorité. Les petits nobles n'avaient sans doute guère d'autre moyen de légitimer leur pouvoir. Transmis dans les familles aristocratiques, le pouvoir seigneurial rendait nécessaire l'entretien de la mémoire lignagère et des tombeaux familiaux. L'attachement au tombeau familial, et la corrélation qui était faite par tout un chacun entre celui-ci et les représentants vivants du lignage, sont perceptibles dans les fureurs iconoclastes qui touchèrent les lieux des fondations, notamment les sépulcres familiaux pendant les guerres de religion⁵⁵. Les sépultures des seigneurs catholiques furent souvent les premières cibles détruites par les Huguenots lors du sac d'une église⁵⁶. Détruire le berceau de la commémoration des morts revenait à atteindre le cœur du pouvoir seigneurial. À partir des années 1590, de nouvelles élections de sépulture en faveur d'ordres nouveaux promus par la Réforme tridentine, avec une inclination pour la famille franciscaine, vinrent s'ajouter au panel des tombes antérieures, mais elles ne conduisirent pas à la redéfinition de la géographie funéraire de la noblesse provinciale à l'heure des affrontements religieux.

Autour de ce cœur névralgique de la *memoria* fondé dans les plus importantes seigneuries du lignage, existait toute une gamme de fondations pieuses, que l'on pourrait qualifier de secondaires, qui permettaient à chaque habitant de ne pas oublier l'identité et la mémoire de son seigneur défunt, et donc, par là même, de lui rappeler l'origine du pouvoir de son seigneur actuel. Marc de Beaufort-Canillac fonda une messe haute hebdomadaire dans chaque église paroissiale qui dépendait de sa mouvance et il prenait soin de toutes les nommer, sans doute pour éviter que l'une d'entre elles ne soit omise par ses exécuteurs testamentaires, et sans doute aussi pour souligner, par la répétition, l'ampleur terrestre de son pouvoir. Pour une femme, il s'agissait également d'un moyen de souligner son attachement à son propre lignage, et de marquer une identité différente de celle de

55. BOLTANSKI, A., 2011.

56. En 1579, Jean de Dienne demanda la construction d'un « sepulcre nouveau dans lad. esglise de Dienne, au cousté du sepulcre vieulx qui y est a present », car celui-ci avait été endommagé pendant les Guerres de Religion. Robert de Saint-Géry donna quarante lt. en 1585 pour réparer l'église de Salvanhac qui avait été ruinée par les Protestants. Les troupes du baron des Adrets détruisirent également la pierre tombale des Polignac dans l'église Saint-Laurent du Puy ainsi que le tombeau des Beaufort-Canillac à La Chaise-Dieu en 1562.

son mari. Ainsi, si Antoinette de La Fin fut enterrée dans le tombeau de son époux dans l'église de Tancon, elle n'en fit pas pour autant le centre de la dévotion qui lui était due⁵⁷. Elle choisit de mettre en avant son autonomie en rappelant qu'elle était dame de Saint-Didier, terre qu'elle avait reçue en dot de son père et qu'elle avait gérée comme son bien propre toute sa vie. Elle en fit le cœur de sa *memoria*, indépendante de celle de son mari. Cette différenciation entre lieu d'inhumation et lieu de commémoration était sans doute particulière aux femmes nobles et elle tend à démontrer que celles-ci ne s'intégraient jamais totalement à la maison de leur époux. Elles demeuraient largement les gardiennes coutumières de leur propre lignage tout comme elles en conservaient en partie les stratégies politiques et les solidarités nobiliaires.

*

La substance du patrimoine de la maison noble prenait forme autour du culte de ses morts. Ce constat prend encore davantage d'acuité pour les membres d'une plèbe nobiliaire, qui cherchait dans les gestes de la vie quotidienne des moyens constants de se démarquer du commun des mortels. Les stratégies autour de la mort participaient efficacement de la distinction identitaire de ce milieu très hétérogène, se résumant tant bien que mal à l'univers de la petite gentilhommerie. Aux marges sociales et culturelles de la noblesse et de la notabilité, ces familles forgeaient leur sociogenèse dans l'articulation entre l'emprise ancienne, véritable ou supposée, de la seigneurie, et la mise en exergue de la figure des ancêtres nobles, concrétisée par les fondations pieuses. Cette double légitimité leur permit d'ajuster leur pouvoir politique et local avec leurs intérêts familiaux. L'organisation des legs pieux mettait en valeur l'ensemble des privilèges seigneuriaux liés au sacré, dont le principal était la possibilité pour le seigneur de se faire inhumer au sein de l'église ou dans des chapelles dépendantes de ses seigneuries. Elle illustrait le fort lien unissant les seigneurs à leur terre. Elle manifestait aussi la chaîne généalogique grâce au lien généré par la prière. Le coût des fondations était compensé par la bonne renommée que celles-ci rapportaient. Autant que la mort d'un chrétien, c'était la mort d'un seigneur qui était donnée à voir. Celle-ci signifiait l'attache d'un lignage à une terre et à des ancêtres dans la perspective eschatologique du salut et de la communion des vivants et des morts. Ces privilèges concouraient pleinement

57. Elle y fonda la célébration de trois messes hebdomadaires pendant un an sur son sépulcre en l'église de Tancon, mais elle fonda, à perpétuité, la célébration d'une messe haute quotidienne dans l'église de Saint-Didier. AD 63, 2 E 0 377¹⁰⁹, testament d'Antoinette de La Fin, dame de Saint-Didier.

aux mécanismes de création et de pérennisation de la topolignée⁵⁸ et c'est pour cela que le plus grand investissement symbolique était porté sur les fondations pieuses du chef de nom et d'armes.

On peut donc parler d'un paradoxe des fondations pieuses. Si elles jouaient à plein dans la constitution d'un « héritage immatériel », par le maintien symbolique d'une domination sur la terre et sur les hommes, elles pouvaient aussi être perçues comme une des causes de l'incapacité de certaines familles à maintenir matériellement leur rang et leur position au sein de la noblesse locale. En effet, étant contraints d'assigner une partie de leurs revenus aux fondations pieuses, ceux-ci étaient bloqués hors de l'investissement direct. L'argent des fondations pieuses était une sorte de rente spirituelle qui n'était certes pas conçue comme un investissement à perte puisqu'elle devait permettre de garantir le salut de ceux qui en avaient la charge. Il n'empêche toutefois que de nombreux petits nobles de Haute-Auvergne, aux très faibles revenus n'excédant pas quelques dizaines de livres, étaient conscients que l'argent qu'ils devaient dépenser pour ces fondations ancestrales, était un frein certain aux achats qu'ils auraient pu réaliser sur le marché foncier ou sur le marché des offices. On perçoit même un certain ressentiment de ces nobles pauvres qui devaient sans doute compter chaque denier pour leur survie, pas même pour vivre noblement, tout en étant contraints de payer ces legs qui constituaient sans doute l'une des dernières manifestations de leur appartenance à la noblesse. Ils devaient faire face à un dilemme : soit respecter les contrats passés par leurs prédécesseurs et assumer des charges lourdes, soit interrompre les prières mettant ainsi fin à la *memoria* familiale. Mais ce dernier choix n'est, semble-t-il, jamais adopté par les Auvergnats, qui préféraient s'endetter plutôt que de rompre la solidarité intergénérationnelle de la maison seigneuriale. Si les fondations pieuses n'étaient en soi ni des signes de noblesse ni des signes de possession de la seigneurie, car elles étaient le propre de tous les chrétiens, c'était l'apposition de marques particulières, comme le blason familial, qui y montrait l'appropriation d'un lignage sur ce fief. Elles pouvaient également, le cas échéant, servir de preuves de noblesse, en un temps où la conservation des papiers familiaux était aléatoire.

De nombreux seigneurs se trouvèrent-ils piégés par ce langage du pouvoir seigneurial constitué autour de la mort et qu'ils avaient largement contribué à créer et à perpétuer ? On peut répondre par la négative car le coût financier des multiples formes de ce langage, – funérailles, chapelles, tombeaux, fondations pieuses –, était compensé par le bénéfice qui en ré-

58. GUÉRREAU-JALABERT, A., 1990.

sultait. Révélateurs de leur noblesse car elles étaient lisibles par la société, elles jouaient un rôle central dans la capacité des nobles les plus modestes à maintenir leur rang. Les fondations pieuses étaient un élément essentiel de la grammaire de la domination socio-territoriale de la noblesse provinciale. Participant pleinement des « signes de seigneurie », elles offraient une légitimité parfaite à la parenté contemporaine car, en les associant aux ancêtres « feu de bonne mémoire », elles donnaient vie à la toponymie. Souvent assises sur les fiefs fidéicommissaires, les fondations de la noblesse d'Auvergne contribuaient à délimiter spatialement les frontières du pouvoir de chaque clan.

Bibliographie

- AUROY DES POMMIERS, Matthieu, *Coutumes générales et locales du pays et duché de Bourbonnois, avec le commentaire dans lequel les coutumes sont expliquées...*, Paris, 1732.
- AUGUSTINS, Georges, *Comment se perpétuer. Devenir des lignées et destins des patrimoines dans les paysanneries européennes*, Nanterre, Société d'ethnologie, 1989.
- BELLAVITIS, Anna & CHAUVARD, Jean-François (dir.), *Fedecompresso e meccanismi di conservazione dei patrimoni*, colloque de l'École française de Rome, université Ca' Foscari et université Paris-x, 24 et 25 septembre 2010, Rome, Mélanges de l'École française de Rome, sous presse.
- BOIS, Guy, *Crise du féodalisme. Économie rurale et démographie en Normandie orientale, du début du XIV^e siècle au milieu du XVI^e siècle*, Paris, Édition de l'EHESS, 1976.
- BOLTANSKI, Ariane, « Des fondations pieuses de nobles français dans la deuxième moitié du XVI^e siècle. Défense de l'orthodoxie et territoire », in Ariane BOLTANSKI & Franck MERCIER (dir.), *Le Salut par les armes. Noblesse et défense de l'orthodoxie (XIII^e-XVII^e siècles)*, Rennes, PUR, 2011, p. 251-265.
- BOUTRUCHE, Robert, « Aux origines d'une crise nobiliaire : donations pieuses et pratiques successorales en Bordelais du XIII^e au XVI^e siècle », *Annales d'histoire sociale*, tome 1, janvier 1939, p. 161-177 et 257-273.
- BRUNET, Serge, « Fondations de messes, crédit rural et marché de la terre dans les Pyrénées centrales (XV^e-XVIII^e siècle) : les communautés de prêtres du val d'Aran », in Maurice BERTHE (éd.), *Endettement paysan et crédit rural dans l'Europe médiévale et moderne, Actes des XVII^e journées internationales d'histoire de l'abbaye de Flaran, septembre 1995*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 1998, p. 217-237.
- BUTAUD, Germain & PIÉTRI, Valérie, *Les enjeux de la généalogie (XI^e-XVII^e siècles)*, Paris, Autrement, 2006.
- CHABROL, Guillaume-Michel, *Coutumes générales et locales de la province d'Auvergne...*, Riom, Martin Dégoutte, 1784.
- CHARBONNIER Pierre, *Une Autre France. La seigneurie rurale en basse Auvergne du XIV^e au XVI^e siècle*, Clermont-Ferrand, Institut d'études du Massif central, 1980.
- CHAMPEVAL, Jean-Baptiste, *Le rôle du ban et arrière-ban du Haute-Auvergne en 1503*, Riom, l'auteur, 1911.

- CHAUNU, Pierre, *La mort à Paris (xvi^e, xvii^e et xviii^e siècles)*, Paris, Fayard, 1978.
- CROIX, Alain, *Cultures et religion en Bretagne aux 16^e et 17^e siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1995.
- DOMPTIER, Bernard (dir.), « Vocations d'Ancien Régime. Les gens d'Église en Auvergne aux xvii^e et xviii^e siècles », *Revue d'Auvergne*, Clermont-Ferrand, 1997.
- GAUDE-FERRAGU, Murielle, *D'or et de cendres. La mort et les funérailles des princes dans le royaume de France au bas Moyen-Âge*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2005.
- GERMA-ROMANN, Hélène, *Du bel mourir au bien mourir. Le sentiment de la mort chez les gentilshommes français (1515-1643)*, Genève, Droz, 2001.
- GOMIS, Stéphane, *Les enfants prêtres des paroisses d'Auvergne (xvi^e-xviii^e siècles)*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise Pascal, 2006.
- GUÉRREAU-JALABERT, Anita, « El sistema de parentesco medieval : sus formas (real/espiritual) y su dependencia con respecto a la organización del espacio », in Reyna PASTOR (dir.), *Relaciones depoder, de producción y parentesco en la Edad Media y Moderna. Aproximación a su estudio*, Madrid, CSIC, 1990, p. 85-105.
- HADDAD, Élie, *Fondation et ruine d'une maison. Histoire sociale des comtes de Belin, 1582-1706*, Limoges, Presses Universitaires de Limoges, 2009.
- HAMON, Philippe, « La chute de la maison de Thou : la fin d'une dynastie robine », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 46-1, janvier-mars 1999, p. 53-86.
- JACOTIN, Antoine, *Preuves de la maison de Polignac, recueil de documents pour servir à l'histoire des anciennes provinces de Velay, Auvergne, Gévaudan, Vivarais, Forez..., ix^e-xviii^e siècle*, Paris, E. Leroux, 1898-1906, 5 vol.
- KLAPISH-ZUBER, Christiane, *L'ombre des ancêtres. Essai sur l'imaginaire médiéval de la parenté*, Paris, Fayard, 2000.
- KUHN, Christian, « Les fondations pieuses dans la représentation historique. L'exemple du Grand livre des Tucher de Nuremberg (1590) », *Histoire Urbaine*, avril 2010, p. 59-75.
- LAMAISON, Pierre, « Les stratégies matrimoniales dans un système complexe de parenté : Ribennes en Gévaudan (1650-1830) », *Annales ESC*, juillet-août 1979, 4, p. 721-743.
- LEMAITRE, Nicole, *Le Rouergue flamboyant. Clergé et paroisses du diocèse de Rodez (1417-1563)*, Paris, Cerf, 1988.
- NASSIET, Michel, « Signes de parenté, signes de seigneurie : un système idéologique (xv^e-xvi^e siècle) », *Mémoires de la société d'Histoire et d'Archéologie de Bretagne*, 68, 1991, p. 175-232.
- , « La noblesse en France au xvi^e siècle d'après l'arrière-ban », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 46-1, janvier-mars 1999, p. 86-116.
- NOBLET, Julien, *En perpétuelle mémoire. Collégiales castrales et saintes-chapelles à vocation funéraire en France (1540-1560)*, Rennes, PUR, 2009.
- RESTIF, Bruno, *La Révolution des paroisses. Culture paroissiale et Réforme catholique en Haute-Bretagne aux xvi^e et xvii^e siècles*, Rennes, PUR, 2006.
- RIBIER, LOUIS DE, *Preuves de la noblesse d'Auvergne. Recherche générale de la noblesse d'Auvergne (1656-1727)*, rééd. Marseille, Laffitte, 1982.

RICHARD, Olivier, *Memoria et identité urbaine à Ratisbonne à la fin du Moyen Âge*, Rennes PUR, 2009.

TEILHARD DE CHARDIN, « Aveux et dénombrements des nobles et roturiers tenant fiefs aux baillages de Saint-Pierre-le-Moûtier, de Montferrand et des Montagnes et dans les ressorts, exemptions et enclaves desdits baillages », *Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne*, t. IX, 1889, p. 100-124.

VOVELLE, Michel, *Piété baroque et déchristianisation en Provence au XVIII^e siècle. Les attitudes devant la mort d'après les clauses des testaments*, Paris, Plon, 1973.